

# Les combats

Les trois mois qui suivent le débarquement du 6 juin 44 concentrent une part importante des récits de l'Occupation en Loir-et-Cher. C'est la période où, en repli puis « *en désarroi complet* »<sup>1</sup>, les soldats allemands frappent le plus durement -les ¾ des décès de l'Occupation, hors déportations. C'est celle aussi où la Résistance peut prendre un caractère militaire que la longue période précédente ne permettait pas. De nombreux jeunes hommes rejoignent alors les noyaux existants, se groupent en « *maquis* » plus ou moins éphémères, et participent à des « *escarmouches* », des « *engagements* » et des « *combats* » jusqu'au départ des troupes allemandes, d'abord au nord du département et, de la mi-août à début septembre, au sud.

A la suite de René **Duchêne**, dans son travail pour le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale, Roger **Leroux** a établi une liste de ces « *combats et escarmouches* » au cours des mois de juin, juillet, août 1944, à partir des témoignages recueillis. Il retient ainsi une soixantaine de dates, le plus souvent d'embuscades ou d'attaques de camions, actions de guérilla parfois périlleuses qui donnent à cette courte période un caractère guerrier douloureux mais finalement victorieux. La mémoire résistante qui a alimenté cette recherche peut bien sûr n'être que parcellaire et lacunaire, d'autant que cambriolages et incendies, vus précédemment, ou attentats non dirigés contre les Allemands, ne seront que rarement revendiqués par les différents groupes ou maquis.

Pour la même période, gendarmes et policiers rapportent près de 400 événements de toute nature, parmi lesquels le même petit nombre de « *combats* » que les 2 chercheurs. La situation a beau se dessiner nettement dans le sens d'une défaite prochaine des occupants et du régime, ils continuent de rapporter dans un style administratif sans affect. Ils ne s'attardent toutefois pas. L'un des épisodes le plus connu de cette période libératoire, le combat de Souesmes, le 17 juin 1944, n'est ainsi l'objet que d'un rapport d'une petite page, le 20, du commissaire Blandin, désormais chargé des RG, sans autre contenu qu'un aveu d'ignorance : cet « *engagement* », écrit-il, ou cette « *rencontre armée entre un groupe de résistance et les troupes d'*

---

<sup>1</sup> Courrier « confidentiel » du préfet au commissaire de la République, 30 août 1944 - ADLC 1375 W 88

## *occupation*

» a provoqué 7 morts dont l'identité est ignorée -on a retrouvé les « *cadavres* » sans papiers et défigurés-, mais « *on ignore l'importance des forces en présence* ». <sup>1</sup>

Même souci factuel minimaliste dans le rapport sur le « *combat des Souches* » le 11 juin 44, dont le commissaire n'a connaissance que par le récit de 2 militaires du 1<sup>er</sup> Régiment de France envoyés à Blois par la Kommandantur : La Chapelle-Montmartin, la commune sur la rive gauche du Cher où se trouve le château des Souches est en zone sud, administrée par la préfecture de l'Indre. Pas d'enquête possible venant du Loir-et-Cher donc. Les deux racontent que, capturés par un « *paysan armé d'une mitrailleuse* » et enfermés au château des Souches occupé, « *de force* » par « *soixante maquisards* » -qui deviennent une « *trentaine de terroristes* » dans une autre version- sous le commandement d'une « *anglaise* », ils avaient été délivrés par les Allemands. Selon eux, les « *maquisards* » se seraient « *dispersés au premier coup de feu* ». Le récit de ces deux hommes ne reflète apparemment pas la réalité de l'événement : maquisards tués, capturés et fusillés, château incendié, propriétaires arrêtés pour « *abri de terroristes* » et morts en déportation... <sup>2</sup>

La confrontation entre des jeunes maquisards, pour certains de fraîche date, peu formés, et des soldats allemands plus aguerris, renforcés de surcroît par quelques miliciens français, entraîne de lourds bilans, d'autant que les premiers sont rendus parfois audacieux en juillet et août par l'armement dont ils se trouvent dotés, et par l'atmosphère de défaite des occupants. A Santenay, dans la nuit du 16 au 17 juillet, une opération de « *prélèvement* » de tabac et d'argent, prolongée par un repas offert par le cafetier sympathisant, est l'occasion d'un affrontement avec un groupe de miliciens et d'Allemands : 3 maquisards sont tués et 3 personnes arrêtées. A Crucheray, dans la nuit du 18 au 19 juillet, une cinquantaine d'hommes regroupés dans des véhicules, sans doute en route pour recevoir un parachutage, sont attaqués par une patrouille allemande : 3 sont tués, 3 blessés et 3 arrêtés. Les rapports du commissaire Blandin sur les « *incidents graves* » de Santenay et l'« *engagement à Crucheray* » sont purement factuels : vocabulaire et style restent dans une sèche neutralité administrative, simplement les termes « *maquisards* » (avec guillemets) et « *individus armés appartenant à la « résistance* » remplacent désormais « *terroristes* »: le 18 et le 21 juillet 1944, sans doute vaut-il mieux ne pas insulter l'avenir... <sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Rapport du commissaire RG - 1375 W 52

<sup>2</sup> Le « *récit* » est rapporté par le commissaire (police Blois et RG) Blandin. Le 1<sup>er</sup> régiment de France a été constitué par Vichy pour combattre la Résistance. L'« *anglaise* » qui commandait ce maquis, connue sous le nom de « *Pauline* », s'appelait en réalité Pearl Cornioley-Witherington - 10 maquisards arrêtés furent fusillés à Pontijou (commune de Maves) par la sipo de Blois et la milice française (2 étant rescapés) - voir ADLC 1375 W 52 ( et 1375 W 74 / 75 - 1652 W 17 )

<sup>3</sup> ADLC 1652 W 21 pour Santenay et 1375 W 74 pour Crucheray (voir aussi 1375 W 81, le rapport du capitaine Autin commandant la gendarmerie de Vendôme).

Le combat de Souesmes est finalement le seul affrontement à caractère militaire classique, ainsi entré dans les mémoires résistantes, caractère d'ailleurs consacré par la présence du général de Lattre de Tassigny à son deuxième anniversaire en juin 1946.<sup>1</sup>

« *La bataille suprême est engagée* » proclame à la radio anglaise le général de Gaulle le 6 juin 1944. En Sologne, la partie la plus importante des Résistants a été équipée et encadrée par des officiers d'obédience britannique, le « *commandant Saint-Paul* », en réalité Philippe de Vomécourt<sup>2</sup>, et son second, le capitaine Makowski (« *Dimitri* » ou « *Maurice* » ou « *Jean* »), ce dernier parachuté en Sologne en avril 44. C'est lui qui organise le « *maquis de Souesmes* », met en place son cantonnement et en assure le commandement. Pour se procurer les armes dont ils sont alors privés, les FTP acceptent de s'y intégrer et de se placer ainsi sous une autorité différente de celle du Front National ou du parti communiste<sup>3</sup>. Quand il devient évident que les Allemands ont repéré le regroupement de plusieurs dizaines d'hommes -150 à 180 selon l'abbé Guillaume-, Makowski, contre l'avis du responsable FTP, décide d'accepter l'affrontement. Celui-ci conduit au démantèlement du « *maquis* » : la plupart des maquisards présents parviennent à s'échapper mais 9 ont été tués et 4, faits prisonniers, sont fusillés à Bourges. Côté allemand, les pertes seraient bien plus élevées avec « *121 tués et 65 blessés* », sans qu'aucun document fiable ne confirme ces nombres impressionnants<sup>4</sup>.

Ces indications proviennent toutes des récits de l'abbé Guillaume en 1946 et de Casas-Jardel en 1964, les deux ouvrages consacrant une dizaine de pages au « *maquis* » (Casas-Jardel) et au « *combat* » (abbé Guillaume) de Souesmes. L'abbé a réuni des témoignages d'acteurs sur l'organisation du maquis, le déroulement du combat et le rôle de chacun, l'un de ceux qui commandaient alors les différentes sections reconnaissant une mémoire « *peu fidèle sur ces questions de détail* ». <sup>5</sup> Casas et Jardel confient, eux, le récit à Paul Leprêtre, responsable du secteur de Salbris et Pierre Lefèvre, un jeune instituteur réfractaire, l'un et l'autre engagés dans ce maquis avec le groupe FTP. Tous sont à peu près d'accord sur les faits exposés plus haut. L'interprétation en revanche diffère grandement. <sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> Alain Rafesthain a écrit un ouvrage sur le maquis de Souesmes (paru en 1992)

<sup>2</sup> Fin août 1944, le préfet continue de le désigner « officier anglais » dans ses rapports au Commissaire de la République.

<sup>3</sup> Les Anglais rechignent à fournir un armement « *aux communistes* » et ces derniers entendent diriger l'ensemble du mouvement résistant. Si l'on suit Casas-Jardel dans leur ouvrage, l'accord est d'abord soumis au « *secrétaire clandestin du parti communiste de la section de Salbris* ».

<sup>4</sup> Ils sont fournis par l'abbé Guillaume qui dit les tenir d'« un adjudant allemand » -page 120 de son ouvrage

<sup>5</sup> Récit d'Henri Hemme dans une lettre à l'abbé Guillaume du 10 février 1951 - ADLC 1 J 104 (versement de l'abbé Guillaume)

<sup>6</sup> L'événement donne lieu ensuite à quelques polémiques, en particulier sur le rôle qu'aurait -ou non- joué Camille Boiziau, « lieutenant Camille » à Souesmes, puis capitaine et commandant « Robert » dans le maquis nord-Indre) - voir dans ADLC 1 J 104

Pour l'abbé Guillaume, qui représente ici les mouvances résistantes opposées aux communistes, « *La bataille de Souesmes a fait honneur à la Résistance* », puisque les Allemands y ont été « *battus* ». C'est évidemment solliciter les faits : les troupes allemandes ont certes subi des pertes mais elles ont bel et bien dispersé le maquis de Souesmes<sup>1</sup>. À l'exact opposé, tout en reconnaissant à cet « *acte d'héroïsme une grande valeur morale* », Casas et Jardel, et avec eux toute la mouvance communiste, affirment que ce maquis et la décision de combattre furent une « *erreur et une catastrophe en ce qui concerne les conséquences* ». Même s'il y eut beaucoup de victimes (outre les tués et fusillés, 5 déportations), il s'agit là d'une exagération destinée à renforcer leur jugement. La double approche au cours des années qui suivent la Libération ne fait que prolonger verbalement les sévères affrontements entre les deux mouvances, en août 44 en particulier. Le 27, alors que les Allemands sont encore présents en Sologne, le nouveau préfet Louis Keller alerte – confidentiellement – le Commissaire de la République sur les « *dissentiments* » entre groupes FFI : « *des coups de feu sont échangés entre sections rivales* » s'alarme-t-il<sup>2</sup>... Cette distorsion des interprétations sur un événement emblématique en Sologne traduit en réalité un conflit d'appropriation du combat résistant après la Libération, la volonté de chaque mouvance de revendiquer un rôle patriotique prépondérant.

\*

\* \* \*

La Libération elle-même a plus donné lieu à des récits qu'à des rapports rigoureux sur les faits. Dans un style épique, l'ouvrage Casas-Jardel célèbre « *le Peuple de France (...) brûl(ant) de se lever pour combattre* » et « *la jeunesse* » animée par « *un devoir sacré* » (page 209). Pour Blois, sont exposés (pages 229-230) des préparatifs, la liste des groupes – 700 FTP – qui « *entourent Blois ou sont cachés dans la ville* », et le rôle d'un chef FTP « *revenu depuis peu* », dans la constitution d'une « *compagnie forte de 400 hommes* » au nord de la ville<sup>3</sup>. Les deux auteurs critiquent vivement « *l'indécision des Américains* » - lesquels semblent en réalité accorder assez peu d'intérêt à une ville alors sans importance militaire- et soulignent l'initiative FTP (« *Toute cette mobilisation s'est faite à l'insu de l'Etat-Major FFI départemental et des autres formations* »), manière de revendiquer l'opération, de la placer dans un cadre insurrectionnel indépendant des troupes alliées... Mais en définitive, les Allemands, qui organisent leur départ depuis une semaine, quittent Blois au nord de la Loire le 16

---

<sup>1</sup> Les Allemands ordonnent aux autorités françaises de procéder au « *nivellement total des installations* » du camp (ainsi que celui de Seillac au Grand Lugny). Les rescapés ont été répartis ensuite en plusieurs petits groupes.

<sup>2</sup> Le conflit est particulièrement intense quand le colonel commandant les FFI au sud de la Loire entend retirer à un instituteur communiste (que le préfet qualifie d'« *extrémiste* ») le commandement de son groupe pour le confier à un « *propriétaire-exploitant* » de La Ferté Saint-Cyr - ADLC 1375 W 88

<sup>3</sup> Il s'agit de Louis Puyménil (évoqué d'ailleurs assez fraîchement avec rappel de son « *arrivée récente* »)

août, comme ils ont quitté Vendôme quelques jours plus tôt, sans combattre, et sous la seule contrainte d'éviter un encerclement par les troupes américaines.

Le récit mémoriel fait état, lui, d'« *une ville en plein soulèvement en proie à l'insurrection nationale libératrice tant attendue* » : la Libération de Blois aurait donc été acquise par les Blésois eux-mêmes sous la conduite des combattants FTP. Ce type de récit peut d'ordinaire être confronté à des rapports administratifs ou policiers contemporains des événements. Dans ce cas, il n'en existe pas : le commissaire de police de Blois, qui assume les fonctions de chef du service des RG depuis l'arrestation du commissaire Lebas début juin, n'a produit aucun rapport ni pour le 16 août 44, ni pour les jours précédents<sup>1</sup> : ses « *rapports quotidiens* » destinés en particulier à la sipo de Blois s'arrêtent le 12 août.

Le seul regard contemporain disponible en archives est celui de Jules Gallerand dans son Journal intime d'août 1944. Le chanoine Gallerand n'aime certes pas du tout les « *maquisards* », d'accord en cela avec son évêque qui voit en eux de redoutables « *révolutionnaires* ». Mais c'est un bon observateur, parcourant et photographiant sans cesse la ville : le 16, par exemple, en fin d'après-midi, à la recherche d'un endroit pour assister à la destruction du pont, il voit les derniers Allemands franchir la Loire. Lui ne perçoit pas un « *soulèvement* » mais note que « *tout le monde est aux portes ; une foule bruyante et joyeuse* » ; il y a « *des gens attroupés qui regardent* » puis « *des bandes de maquisards* ». Ces derniers « *crient : Où sont les patriotes ?* » « *Les gens leur indiquent vers la Préfecture et la poste... Et l'abbé d'indiquer « qu'une bande de maquisards vient de prendre la poste et la Préfecture. Sans coup férir : car tout était vide.* ». Il ne se trompe ici que sur un point qu'il ne pouvait pas connaître : la préfecture n'est pas « *vide* ». Louis Keller, nommé préfet par le Gouvernement Provisoire, est à l'intérieur, reçu clandestinement par le sous-préfet délégué de Vichy : quand les « *maquisards* » arrivent, le nouveau pouvoir occupe déjà la place.<sup>2</sup>

La distorsion des faits entre récit mémoriel et témoignage contemporain, les deux d'ailleurs orientés, rend difficile une perception distanciée de l'événement, conforme à la discipline historique. Au bout du compte, alors que la recherche classe Blois -et Vendôme- dans la catégorie la plus nombreuse des villes à « *la Libération offerte* », c'est-à-dire libérées par le départ pur et simple des occupants, c'est le symbole patriotique de la Libération du chef-lieu par la Résistance qui s'est imposé.<sup>3</sup>

A la différence de Blois et Vendôme, Romorantin est, fin août, le théâtre d'accrochages meurtriers. Le 20, dans la nuit, les Allemands quittent d'abord sans

---

<sup>1</sup> Aucun en tout cas ne figure dans les archives consultées. Julien Blandin est remplacé aux RG dès le 16 août par le commissaire Leboutet, de retour en Loir-et-Cher, malgré apparemment le préfet Louis Keller qui n'apprécie guère les 2 hommes.

<sup>2</sup> Le rapport sur la Libération du département du commissaire RG date la « *liaison avec M. Allezaix* » du 14 août - ADLC 1 W 555

<sup>3</sup> Dans Philippe BUTON, « Les lendemains qui déchantent » ed. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1993 - pages 318 et 324 - qui cite Yves DURAND, Robert VIVIER « Libération des Pays de Loire, Hachette 1974

combat une première fois la ville, aussitôt occupée par des groupes résistants. Mais y reviennent dès le soir et se livrent à de dures représailles avant de partir définitivement le 2 septembre. Il y a là un rapport du commissaire de police qui décrit ces événements, mais rédigé le 21 septembre, un mois après leur déroulement et dans un style bavard assez différent de celui d'un fonctionnaire de police attaché aux seuls faits. Du mardi 15 août au samedi 2 septembre, il dresse une sorte de journal des événements, sans oublier de se mettre en scène, le 16 août en « otage », à Saint-Gervais, au siège de la Kommandantur départementale, et le 24 en « terroriste » menacé d'exécution par une sorte de tribunal d'officiers allemands -ce récit en forme de plaidoyer pro domo destiné sans doute à effacer une conduite antérieure jugée moins « patriotique » à Romorantin...<sup>1</sup>

Son exposé met en évidence la brutalité des occupants en repli mais aussi une certaine légèreté de la population -voire des groupes résistants qui ont occupé la ville après le premier départ des troupes allemandes : les uns et les autres, à peine les Allemands partis, pressés de régler des comptes sans attendre que la situation militaire soit assurée, procèdent à des dénonciations, des arrestations de « collaborateurs notoires », et à la « coupe des cheveux » de 32 femmes devant « une foule très dense »...<sup>2</sup> Cette fête libératoire anticipée, ce « spectacle populaire » dont parle le commissaire, précèdent juste le retour de troupes occupantes et 2 semaines supplémentaires d'occupation, marquées par des combats meurtriers<sup>3</sup> et des exécutions que n'ont pas connus les deux autres chefs-lieux du département.<sup>4</sup>

\*  
\* \* \*

La Libération de près de 200 prisonniers de la Maison de Correction de Blois, dans la nuit du 9 au 10 août 1944, n'entre pas dans la catégorie des combats mais, peu avant le départ définitif des Allemands, elle constitue l'action la plus spectaculaire de la Résistance, la plus connue aussi et la plus célébrée. Nous disposons de 3 récits de l'événement : celui du commissaire de police de Blois dans son rapport journalier du 10 août 1944 ; celui du commissaire RG, dans son rapport sur la Libération du département du 23 novembre 1944 ; enfin celui de Casas-Jardel, en 1964. Le journal de Jules Gallerand l'évoque d'une phrase, et c'est un indice convenable du retentissement public contemporain : « *On nous dit que cette nuit [la nuit du 9 au 10] le maquis a libéré les prisonniers de la prison politique. Il y avait beaucoup de prisonniers politiques venant de Fresnes (160)... Est-ce vrai ?* »

---

<sup>1</sup> ADLC 1 W 555 - Voir plus avant dans « Gendarmes et policiers »

<sup>2</sup> Voir dans [Les tondues de Mer](#) , page 7.

<sup>3</sup> En particulier les 21 et 22 août dans le hameau de « La Flandrinière » et dans la ville de Romorantin elle-même.

<sup>4</sup> Côté français, Résistants ou non, le commissaire cite 30 personnes tuées ou fusillées au cours de la période 20 août-2 septembre 1944. Côté allemand, le rapport évoque « de nombreuses pertes » au combat de La Flandrinière et évoque à mots couverts l'exécution par les maquisards de 13 soldats (« *Une quinzaine de soldats allemands, dont un officier, sont faits prisonniers et écroués à la prison ; deux seuls ont survécu* »)

Le premier récit de cette évasion massive tient en quelques lignes du policier blésois, repris presque tel quel le même jour par le sous-préfet délégué :

*« À neuf heures, un gardien de la maison de correction venait signaler que « le Maquis » venait de libérer tous les détenus politiques. Immédiatement, un secrétaire et des inspecteurs se rendaient sur les lieux et rendaient la liberté au directeur et à ses employés, qui avaient été ligotés et mis en cellule. Profitant de l'arrivée, hier soir, à 21h30, des quatre gendarmes de surveillance, un groupe de « Maquisards », armé, est entré dans la maison de correction, renforcé bientôt par un autre groupe venu en voiture automobile. Ils n'exercèrent aucune violence, et remirent au directeur un ordre de libération de tous les détenus des autorités allemandes, de la milice et du gouvernement. Ils n'ont quitté l'établissement que ce matin, à 8h30. On ignore, jusqu'à maintenant, ce que sont devenus les quatre gendarmes. »<sup>1</sup>*

Vingt ans après l'événement, Casas-Jardel y consacrent 20 pages de leur ouvrage : ayant côtoyé les acteurs de cet épisode victorieux -leurs camarades de parti de surcroît- ils tiennent à le magnifier, comme le feront d'ailleurs les cérémonies ultérieures -les 25 ans en 1969, les 30 ans en 1974... Quelques lignes policières, 20 pages plutôt militantes : mais le style et les détails mis à part, les 2 relations exposent finalement le même déroulement, la même façon qu'ont eue les Résistants d'abord de tromper les gardes allemands à l'entrée de la prison – gardes de faction seulement la nuit – puis de neutraliser les gardiens français à l'intérieur. Seule différence factuelle : le rôle actif des gendarmes en soutien des « Maquisards », que Blandin, le commissaire, ne peut qu'ignorer -ou qu'il fait mine d'ignorer...

Le récit de 1964 est aussi révélateur d'une volonté d'appropriation des actions résistantes et d'une vision des rapports de force entre les mouvances. La préparation de l'audacieux coup de main a associé, selon Casas-Jardel, les « responsables de la Résistance », du moins ceux qu'en 1964, ils considèrent comme tels : d'une part, le colonel Valin (de la Vaissière), commandant les FFI au nord de la Loire et Georges Hutin, l'un et l'autre issus de l'ORA, d'autre part Roger Bourgouin et Robert Godineau, officiers FTP, le second à la tête de l'opération<sup>2</sup>. Mais ce n'est pas tout à fait ce que rapporte le Commissaire des RG, le 23 novembre 1944, dans son « exposé des circonstances dans lesquelles s'est effectuée la Libération du département » : menée par « un groupe de 8 FTP, aidé par 4 gendarmes français », l'opération, affirme-t-il, a été « décidée et ordonnée » par le colonel « de la Veyssière » (sic), sans mentionner une parité de décision avec d'autres responsables<sup>3</sup>. Le récit de 1964 montre, lui, Valin et Hutin hésitants, presque timorés (« Georges Hutin semble effrayé par la hardiesse du projet » - « C'est fou, tu vas te faire tuer »), quand les 2 FTP, qui ont « reçu des

---

<sup>1</sup> Rapports journaliers du 8 au 9 et du 9 au 10 août 1944 du Commissaire de Police de Blois - ADLC 1375 W 50

<sup>2</sup> S'ajoute un cinquième homme : le gendarme Feuillâtre que les auteurs désignent « mandaté clandestinement par un délégué du GPRF » (page 240)

<sup>3</sup> Le commissaire RG Lafont n'indique pas les sources de son rapport - « Exposé des circonstances dans lesquelles s'est effectuée la libération du département » - ADLC 1 W 555

*instructions fermes du P.C.* », s'affichent déterminés : en matière de Résistance, la décision et l'action devaient revenir aux communistes -et c'est cette version qui a été retenue, quasi canonisée <sup>1</sup>.

Le présent de cet événement, comme tout présent du passé, est difficile à apprécier, d'autant que sa mémoire en a construit une représentation iconique. En cette nuit du 9 au 10 août 1944, les 183 prisonniers « politiques » de la maison de correction (155 du fait des Allemands, 22 de la Milice, 6 des autorités civiles françaises) ont toutes les raisons de redouter un proche avenir tragique d'exécution ou de déportation. Les Résistants responsables connaissent, eux, au moins en partie, la situation blésoise : les Allemands sont en train de quitter la ville au nord de la Loire, c'est-à-dire tous les bâtiments officiels. Dans son rapport journalier du 9 août, le commissaire de Blois indique : « *Depuis hier après-midi, on signale le départ de la Milice, de la Sicherheitspolizei, du Groupement d'Action pour la Justice Sociale, et d'une partie des services de la Kommandantur. La Feldgendarmarie procède fiévreusement à ses préparatifs.* » <sup>2</sup> Dans le regard contemporain de l'abbé Gallerand, ce départ fiévreux se fait sans précaution de discrétion, au vu et au su de tous : le 8 août, il note dans son journal : « *C'est une journée historique, celle du départ des Allemands* ». Le 9, il précise : « *Les Allemands n'ont pas encore achevé d'évacuer Blois* », et « *... la Milice est partie hier (...) les Allemands ont évacué l'Hôtel Dieu [l'hôpital]* ».

Ce retrait précipité ne signifie évidemment pas que des actions répressives et meurtrières des occupants ne sont plus à craindre dans la prison. Mais il rend peu crédible une opération massive d'évacuation de prisonniers. C'est d'ailleurs ce que note le rapport déjà cité des RG : de retour provisoire pour récupérer des archives, le 10 août, « *la gestapo (...) ne réagit pas contre l'opération (...) preuve que ses membres ont déjà d'autres préoccupations plus urgentes.* ». Émise trois mois et demi après les faits, cette vision rassurante fait certes bon marché d'une angoisse de prisonniers ignorant alors les « *autres préoccupations* » de leurs possibles bourreaux : avant la nuit du 9 au 10 août, un futur vivant et libre n'est encore qu'un espoir ténu. Mais si les risques de l'action ne peuvent être minimisés, la « *témérité* », qu'aurait crainte -admiration ?- Georges Hutin, s'en trouve quelque peu tempérée...

\*

\* \* \*

. Le rapport du 23 novembre 1944 l'affirme, sans d'ailleurs apporter d'autres éléments factuels : c'est à la suite des « *pourparlers avec les autorités militaires américaines* » que les Allemands ont « *quitt[é] définitivement la rive gauche de la*

---

<sup>1</sup> Les deux passages sont dans l'ouvrage cité, page 241. Dans les 2 attestations qu'il rédige à son bénéfice, en 1947 et 1951, Georges Hutin salue « *le courage frisant l'imprudence* » de Robert Godineau, à qui « *revient la libération de la prison de Blois pendant l'Occupation* ».

<sup>2</sup> Le GAJG est une émanation du très collaborationniste Parti Populaire Français, en réalité, une milice au service des Allemands qui la nomme Hilfspolizei (police auxiliaire). Le rapport journalier est dans ADLC 1375 W 50. Le commissaire RG date le début du départ allemand au 7 août (ADLC 1 W 555)



*Loire* » début septembre. Dit autrement : ce n'est pas la seule action résistante qui a contraint les troupes allemandes à abandonner le Loir-et-Cher. Les récits mémoriels nous invitent, eux, à considérer comme décisifs les dommages causés aux occupants par les sabotages et une forme de guérilla-harcèlement. Quel qu'en soit le bienfondé, cette affirmation, a-t-elle été adoptée par l'opinion ? La permanence des célébrations incite à le croire. Là encore, la vision gaullienne exposée à Paris, au balcon de l'Hôtel de Ville, en août 44 a emporté l'adhésion populaire : « *libéré par lui-même, libéré par son peuple...* » : la formule correspondait bien au désir d'appropriation de la victoire contre « *le boche* » par le monde résistant.